

I – Les relations extérieures du Canada

Hélène Galarneau

Volume 13, numéro 4, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701425ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701425ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Galarneau, H. (1982). I – Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 13(4), 703–724. <https://doi.org/10.7202/701425ar>

CHRONIQUE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU CANADA ET DU QUÉBEC

Hélène GALARNEAU*

I — Les relations extérieures du Canada

(juillet à septembre 1982)

A — Aperçu général

Les rencontres internationales de l'été ont donné l'occasion au Canada de réaffirmer sa foi au multilatéralisme. Au moment où la crise financière menace plusieurs pays, l'attention a été retenue par l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se tenait à Toronto. Le Canada préparait également la rencontre ministérielle de novembre du GATT, qu'il présidera, participait aux travaux de comités et d'organismes spécialisés de l'ONU et exposait à l'ouverture de la session d'automne de l'Assemblée générale des Nations Unies ses objectifs sur la scène internationale. Par ailleurs, les événements du Liban l'incitaient à réviser sa position à l'égard des droits des Palestiniens.

Du côté des relations bilatérales, les problèmes commerciaux du Canada avec ses plus importants partenaires, les États-Unis et le Japon faisaient la manchette. On notera d'autre part le début des négociations sur une participation éventuelle du Canada à la construction d'avions avec le consortium européen Airbus Industrie. Enfin, des nombreuses visites officielles de l'été, on retiendra surtout la rencontre Shultz-MacGuigan, et la venue au Canada des présidents brésilien et sud-coréen, deux partenaires privilégiés du Canada dans leurs régions respectives.

À la fin de l'été, les trois postes ministériels rattachés aux Affaires extérieures changeaient de titulaires. Le premier ministre Trudeau, lors d'un remaniement du Cabinet fédéral annoncé le 10 septembre, redonnait à M. Allan MacEachen, jusque là ministre des Finances, la direction du ministère des Affaires extérieures, que ce dernier avait occupée entre 1974 et 1976¹. Vingt jours plus tard, un second remaniement faisait de M. Gerald Regan le ministre d'État au Commerce international, en remplacement de M. Edward Lumley, et de M. Charles Lapointe le ministre d'État aux Relations extérieures, à la suite de M. Pierre De Bané. MM. Regan et Lapointe quittaient l'un le secrétariat d'État et l'autre le poste de ministre d'État aux Petites Entreprises et au Tourisme². M. Edward Lumley remplaçait pour sa part M. Herbert Gray à la tête du ministère de l'Industrie et de l'Expansion régionale, ayant ainsi la responsabilité de l'Agence d'examen de l'investissement étranger (FIRA). M. Lumley disait avoir l'intention d'assouplir les rouages administratifs de l'Agence, dans le but d'éliminer son image négative auprès des hommes d'affaires étrangers³.

* *Documentaliste au CQRI.*

1. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 11 septembre 1982, p. 1

2. *Idem.*, 1^{er} octobre 1982, p. 18.

3. Robert SHEPPARD, *The Globe and Mail*, 1^{er} octobre 1982, p. 1. Certaines mesures d'assouplissement des modalités d'application de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger avaient déjà été annoncées, dans le budget du 28 juin puis en août. Voir la chronologie, au 23 août.

B — Les organisations internationales

1 — L'ONU

À la session d'été du Comité des Nations Unies sur le désarmement, l'ambassadeur canadien à Genève, M. Donald MacPhail, a proposé que le comité concentre ses travaux sur trois domaines: les armes chimiques, l'interdiction complète des essais et l'espace extra-atmosphérique. Ces priorités ont d'ailleurs fait l'unanimité parmi les membres du comité⁴.

L'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, M. Gérard Pelletier, dirigeait la délégation canadienne à la Conférence mondiale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur la culture, qui se tenait à Mexico au début du mois d'août. Le Canada y a été l'un des pays à insister sur les rapports étroits entre la culture et le développement économique. Il a également présenté deux recommandations, qui ont été acceptées par l'assemblée, sur la sauvegarde du patrimoine des pays du tiers-monde et l'importance, pour y arriver, de fournir à ces pays une meilleure capacité technologique⁵.

La trente-septième session régulière de l'Assemblée générale des Nations Unies s'ouvrait à la fin septembre et le nouveau secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan MacEachen, y présentait le point de vue du Canada sur les grands problèmes politiques et économiques mondiaux et les moyens nécessaires pour y remédier. Au moment où la crédibilité et l'efficacité des institutions multilatérales sont souvent remises en cause, le secrétaire d'État prône le renforcement du multilatéralisme qui ne dépend, a-t-il déclaré, que de la volonté politique des dirigeants. Alors que la crise économique pousse de plus en plus les nations au « chauvinisme économique », la poursuite d'une action commune paraît primordiale au Canada. C'est pourquoi ce pays soutient le renforcement du FMI, de la Banque Mondiale et du GATT. La réunion ministérielle de novembre du GATT constituera d'ailleurs, selon M. MacEachen, « un test majeur de notre détermination collective de gérer un système interdépendant »⁶. En ce qui concerne l'aide au développement, M. MacEachen estime que dans la situation actuelle, les donateurs devraient rationaliser l'affectation des ressources disponibles en privilégiant les secteurs où ils ont plus de compétences et de ressources. Le Canada se concentre pour sa part sur trois domaines: le secteur agro-alimentaire, le secteur énergétique et particulièrement l'exploration pétrolière, et les ressources humaines.

Au nombre des problèmes politiques, le secrétaire d'État canadien a mentionné la situation en Pologne, les occupations militaires en Afghanistan et au Cambodge, la Corée et bien entendu, le Moyen-Orient. À ce sujet, il déclarait que:

Les événements tragiques des derniers mois illustrent plus que jamais la nécessité d'une solution juste et permanente qui garantisse les droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à une partie en Cisjordanie et à Gaza, ainsi que le droit d'Israël d'exister dans la sécurité et la paix. D'importantes propositions en vue d'un tel règlement ont récemment été faites; à cet égard, les propositions américaines du 1^{er} septembre ouvrent des avenues qui devraient être explorées avec vigueur⁷.

Malgré les résultats décevants de la Deuxième session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement, le Canada croit qu'il faut poursuivre les négociations visant au désarmement nucléaire. Puisque, dans le domaine de la maîtrise des armements et du

4. Sara SOUTHEY, *The Globe and Mail*, 4 août 1982, p. 5.

5. Michel ARSENEAULT, *Le Devoir*, 7 août 1982, p. 3.

6. Ministère des Affaires extérieures, *Discours*, 27 septembre 1982, p. 3.

7. *Idem.*, p. 4.

désarmement comme dans celui de l'aide au développement, la sélectivité s'impose, le Canada « a choisi de contribuer au processus (...) en se concentrant sur la question vitale de la vérification⁸. Enfin, en ce qui concerne la capacité de l'ONU de faire face à tous ces problèmes, M. MacEachen affirme que

Des réformes pragmatiques *s'imposent* (sic), faute de quoi l'ONU perdra sa validité comme forum de négociations internationales non seulement en ce qui concerne la promotion de la paix et de la sécurité mais aussi le façonnement de notre avenir économique⁹.

2 – LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE

Le Canada était l'hôte, du 6 au 9 septembre, de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. L'augmentation des ressources du FMI et les problèmes de la Banque mondiale, confrontée au refus de certains donateurs, notamment les États-Unis, de verser leur contribution étaient au coeur des préoccupations des participants.

Le comité intérimaire du FMI, présidé par le ministre canadien des Finances, se réunissait deux jours avant la tenue de l'assemblée générale. À l'issue de la réunion, M. MacEachen déclarait que tous les pays, à l'exception des États-Unis, avaient accordé leur soutien à une augmentation « substantielle » des quotes-parts des pays membres. Une décision à ce sujet sera prise en 1983. D'autre part, le comité a rejeté la proposition américaine de créer un fonds spécial d'urgence¹⁰.

Le Premier ministre du Canada s'est adressé à l'assemblée générale lors de la séance inaugurale. M. Trudeau a exposé la politique économique de son gouvernement et a déclaré que celui-ci continuerait à restreindre la croissance de la masse monétaire et à abaisser le déficit fédéral. Faisant remarquer que dans de nombreux cas, les investissements privés devenaient tributaires de l'appui financier du FMI et de la Banque mondiale, le Premier ministre a proposé de

favoriser l'établissement de relations de travail de plus en plus étroites entre le Fonds, la Banque et les établissements financiers internationaux du secteur privé¹¹.

Il s'est déclaré favorable aux propositions visant à mettre des ressources additionnelles à la disposition des pays aux prises avec des difficultés financières et a également demandé aux pays riches de poursuivre leurs programmes d'aide, même si ceux-ci ne produisaient pas de résultats immédiats¹². Le Premier ministre souhaitait en conclusion le renforcement du FMI, de la Banque mondiale et des autres institutions internationales afin qu'elles aient le moyen de faire face aux problèmes actuels. Lorsqu'il s'est adressé à l'assemblée, le ministre des Finances, M. Allan MacEachen, a chiffré l'augmentation des contributions au FMI que favoriserait le Canada, proposant aux délégués qu'elles passent de \$78 milliards à \$130-170 milliards¹³. La France et la Grande-Bretagne appuient également une augmentation semblable alors que les États-Unis s'y opposent. Au moment de la réunion, ces derniers affirmaient en privé, a-t-on rapporté, qu'ils pourraient accepter une augmentation de l'ordre de 25%¹⁴.

8. *Idem.*, p. 5.

9. *Idem.*, p. 7.

10. Paul FABRA, *Le Monde*, 7 septembre 1982, p. 46.

11. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 10, no 35 (22 septembre 1982), p. 3.

12. Thomas WALKOM, *The Globe and Mail*, 7 septembre 1982, pp. 1 et 2.

13. *Idem.*, p. 1.

14. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 8 septembre 1982, p. 1 et Paul FABRA, *Le Monde*, 9 septembre 1982, p. 39.

Outre l'augmentation substantielle des quotes-parts au FMI et la poursuite de la lutte contre l'inflation, l'assemblée s'est penchée également sur le problème du financement de l'Association internationale de développement (AID), organisme affilié à la Banque mondiale dont les rôles sont réservés aux pays les moins avancés économiquement. Le Canada, la France, les trois pays scandinaves et l'Italie ont pris la décision de créer un fonds spécial de \$2 milliards, afin d'éviter l'épuisement des ressources de l'AID avant 1984. Cette entente, qu'on a appelé « l'Accord de Toronto » porte sur les points suivants :

- ce sont maintenant 22 pays, sur 32, qui promettent de verser la totalité de la contribution promise, quoique décident les États-Unis ;
- et au cas où les États-Unis ne verseraient pas les \$2.05 milliards qu'ils doivent encore à l'AID, au moins six pays, auxquels d'autres pourraient se joindre (...), garantissent un « fonds spécial » de \$2 milliards, ce qui assure ainsi les pays en développement qu'ils recevront en fait la totalité du programme d'aide de \$12 milliards décidé en 1980¹⁵.

Le Canada a encore accepté de former, avec les six autres grands pays industrialisés, le Koweït et l'Arabie Saoudite, un groupe consultatif de pays donateurs auprès de la Banque mondiale pour promouvoir les projets de reconstruction du Liban¹⁶.

À la suite de l'assemblée du FMI et de la Banque mondiale, les ministres des Finances et les chefs de délégation de plusieurs pays latino-américains restaient à Toronto pour discuter, avec les États-Unis, le Canada et d'autres pays industrialisés, du financement de la Banque interaméricaine de Développement¹⁷.

3 - LE GATT

La position que le Canada adoptera à la réunion ministérielle de novembre du GATT a constitué le sujet principal d'une communication présentée par M. Edward Lumley, ministre d'État au Commerce international, au cours d'une conférence du Centre d'études stratégiques et internationales de l'Université Georgetown à Washington, à la fin septembre. Le Canada se rendra à Genève avec sept objectifs :

- la conclusion d'un « accord de garanties », pour assurer que les produits étrangers ne soient pas l'objet de mesures discriminatoires lorsqu'elles ne sont pas nécessaires, mais qui permettrait aux pays de se protéger en cas d'urgence contre des importations qui mettent en danger un secteur ;
- l'amélioration des règles du commerce des produits agricoles ;
- l'accès aux matières premières transformées, limité par certains pays ;
- renforcer l'efficacité du système de règlement des conflits du GATT ;
- renforcer certaines normes existantes ;
- les membres du GATT devraient inciter les pays nouvellement industrialisés à faire partie du système¹⁸.

M. Lumley affirmait encore que le Canada était prêt à examiner la question du commerce des produits à haute technologie, mais qu'il ne donnerait son appui à une étude des questions d'investissements reliés au commerce que si le comportement des sociétés multinationales était également l'objet d'étude.

15. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 9 septembre 1982, p. 1.

16. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 10 septembre 1982, p. 1.

17. Mark LUKASIEWICZ, *The Globe and Mail*, 10 septembre 1982, p. B3.

18. John KING, *The Globe and Mail*, 22 septembre 1982, p. B16.

C — Les relations canado-américaines

Les problèmes commerciaux ont continué à occuper l'avant-scène des échanges canado-américains au cours de l'été. Les secteurs pour lesquels le Congrès américain tente d'imposer la réciprocité commerciale prolifèrent, le cas de l'industrie du camionnage ayant soulevé le plus de protestations du côté canadien. Les enquêtes menées par certains ministères américains au sujet du contrat donné par la ville de New York à la compagnie Bombardier ont également retenu l'attention des médias tout au long de l'été. Le Canada a continué à consacrer beaucoup d'énergie à la défense de son Agence d'examen de l'investissement étranger (FIRA). Les milieux d'affaires américains ont considéré d'un bon oeil le remplacement de M. Herb Gray, considéré comme un fervent partisan du nationalisme économique, par M. Ed Lumley, avec qui ils s'entendent mieux, à la direction de FIRA¹⁹. Certains observateurs ont également cru voir, dans une déclaration de l'ambassadeur canadien aux États-Unis, le signe d'un changement d'attitude envers ce pays, à la suite du retour de M. Allan MacEachen aux Affaires extérieures. M. Allan Gotlieb avait déclaré que malgré un nombre record de questions « irritantes », les relations entre les deux pays n'étaient pas si mauvaises que les grands titres le laissaient croire²⁰.

On notera également au cours de cette période une proposition du ministre de l'Énergie qui disait le Canada prêt à augmenter ses exportations d'électricité aux États-Unis, de même que la signature d'ententes en matières de déchets nucléaires et de télécommunications. La visite à Washington du secrétaire d'État aux Affaires extérieures allait par ailleurs permettre aux responsables de la politique extérieure des deux pays de passer en revue l'ensemble de leurs relations, ainsi que les problèmes de l'Alliance atlantique. Quant aux questions environnementales, la Commission mixte internationale déposait deux rapports dont on retenait surtout un constat d'échec en regard des objectifs poursuivis, alors que le comité sénatorial américain sur l'environnement votait à l'unanimité en faveur d'un plan de contrôle fédéral visant à combattre les pluies acides. Ce vote a été accueilli avec enthousiasme à la Chambre des communes²¹.

1 — LES QUESTIONS POLITIQUES

Deux décisions prises par le gouvernement américain ont entraîné des protestations du côté canadien. Il s'agit d'abord de la décision américaine d'interdire aux compagnies américaines, ainsi qu'aux compagnies sous licence américaine, de vendre de l'équipement pétrolier à l'URSS pour la construction du gazoduc sibérien. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a qualifié ce geste de « violation inacceptable de la souveraineté canadienne », reprochant aux États-Unis de vouloir imposer leurs lois à l'extérieur de leurs frontières²². D'autre part, M. MacGuigan déclarait à la mi-juillet que le Canada avait envoyé à Washington une note déplorant la décision des États-Unis de ne pas signer le traité sur le droit de la mer²³.

Le 3 août, M. MacGuigan se rendait à Washington où il rencontrait pour la première fois depuis son assermentation le nouveau secrétaire d'État américain, M. George Shultz. Les deux hommes ont discuté des problèmes de l'Alliance atlantique, que la politique anti-soviétique des États-Unis mettrait en danger, de l'avis du secrétaire d'État canadien. M.

19. *Idem.*, 1^{er} octobre 1982, p. 3.

20. *The Globe and Mail*, 17 septembre 1982, p. 3.

21. *Le Devoir*, 23 juillet 1982, p. 2.

22. *Le Devoir*, 8 juillet 1982, p. 14.

23. *Le Soleil*, 15 juillet 1982, p. D-1.

MacGuigan a suggéré à son homologue américain de réorienter la relation et de panser les plaies, une rencontre des ministres des Affaires étrangères des Sept paraissant appropriée pour reprendre le dialogue. Les grandes tensions canado-américaines ont été au nombre des sujets abordés par MM. MacGuigan et Shultz. Selon M. MacGuigan, qui reconnaît cependant que le problème provient surtout du Congrès et des milieux d'affaires, ces tensions seraient causées par un changement de l'attitude des États-Unis sous l'administration Reagan. Il espérait que, sous la direction de M. Shultz, le point de vue de département d'État prévaudrait²⁴.

Deux ententes étaient conclues entre les deux pays à la fin du mois d'août. La première, d'une durée de cinq ans, remplace un accord de 1976 et porte sur la coopération dans la recherche sur l'enfouissement des déchets nucléaires. L'échange de renseignements et de chercheurs, la tenue de séminaires et de projets scientifiques conjoints font partie de l'entente²⁵. La seconde porte sur les télécommunications transfrontières par satellite. Les télécommunications entre les deux pays sont, à l'heure actuelle, acheminées au moyen des installations de terre et l'entente permet la signature d'accords de réciprocité entre les entreprises de télécommunications spatiales canadiennes et américaines, en vue de fournir des services transfrontières « au moyen des satellites du réseau intérieur fonctionnant dans le service par satellite »²⁶.

2 – LES RELATIONS COMMERCIALES

L'industrie du camionnage, les tarifs postaux, les télécommunications, la câblodistribution, le bois, les pommes de terre, le boeuf et l'uranium, voilà autant de secteurs affectés par les tensions commerciales entre les deux pays. Réclamant toujours la réciprocité commerciale, le Sénat américain tentait de faire adopter des lois limitant l'investissement canadien dans l'industrie américaine de la câblodistribution et empêchant les compagnies américaines de déduire les frais encourus par l'achat du système télidon²⁷. Un projet de loi déjà approuvé par le Sénat et limitant l'importation d'uranium aux États-Unis – le Canada exporte chaque année pour \$100 millions d'uranium vers ce pays – devait être soumis au Congrès à la fin septembre²⁸. Des scieries américaines faisaient par ailleurs pression sur l'administration afin qu'elle impose des droits de compensation, en quelque sorte une taxe à l'importation, au bois canadien exporté aux États-Unis²⁹. Pour ce qui est du boeuf, les deux pays se sont entendus sur un plafond de leurs exportations respectives³⁰.

Pour la deuxième fois cette année, les États-Unis ont porté devant le GATT un différend avec le Canada. Après FIRA, c'était au tour des tarifs postaux canadiens de faire l'objet d'une plainte formelle des États-Unis auprès du GATT. Les tarifs postaux s'appliquant aux magazines et aux périodiques étrangers sont jugés discriminatoires par les États-Unis³¹. Parmi tout cela, c'est le cas de l'industrie du camionnage qui a soulevé le plus de protestations du côté canadien.

24. *The Globe and Mail*, 4 août 1982, pp. 1 et 2 et James RUSK, *Ibid.*, 3 août 1982, p. 9.

25. *The Globe and Mail*, 26 août 1982, p. 5.

26. Ministère des Communications, *Communiqué no CP 82-90* (26 août 1982).

27. John KING, *The Globe and Mail*, 24 juillet 1982, p. B. 16, *The Globe and Mail*, 16 août 1982, p. 3.

28. Sylviane TRAMIER, *Le Devoir*, 24 septembre 1982, pp. 1 et 8 et *The Globe and Mail*, 30 septembre 1982, p. B4.

29. *The Globe and Mail*, 15 juillet 1982, p. B5.

30. *Ibid.*, 30 septembre 1982, p. B4.

31. David STEWARD-PATTERSON, *The Globe and Mail*, 20 septembre 1982, p. B7.

En juillet, le gouvernement canadien envoyait une note de protestation au département d'État américain au sujet du moratorium imposé depuis février sur les permis nécessaires aux camionneurs canadiens opérant aux États-Unis et du projet de loi adopté par le Congrès à ce sujet. Pour la première fois, le gouvernement canadien demandait au président américain de ne pas sanctionner une loi passée par le Congrès. Il jugerait qu'une telle loi n'était pas nécessaire et priait le gouvernement américain de prendre toute action nécessaire afin que les mesures prévues ne prennent pas force de loi et que soit levé le moratorium imposé par la *Interstate Commerce Commission*³². Le président Reagan signait néanmoins la loi à la fin septembre. Il en atténuait cependant la portée par un memorandum par lequel il levait partiellement le moratorium et demandait au représentant commercial William Brock de chercher à s'entendre avec le Canada sur le traitement juste et équitable des camionneurs canadiens et américains des deux côtés de la frontière. Le ministre d'État au Commerce international, Ed. Lumley, se disait « extrêmement déçu » que le moratorium sur l'émission de permis n'ait pas été levé complètement et qualifiait l'adoption de la loi de « très regrettable »³³. Par la suite, les ministres fédéral et provinciaux des transports se sont penchés sur les mesures à prendre en guise de représailles³⁴.

Le débat se poursuivait cet été sur la décision de la *Metropolitan Transportation Authority* de New York de donner à la compagnie Bombardier le contrat de fabrication de 825 rames de métro, un contrat que la compagnie avait obtenu au printemps mais dont la signature officielle n'avait pas encore eu lieu à la fin septembre. Trois enquêtes gouvernementales américaines portaient sur cette affaire. La première avait été menée par le département du Trésor à la demande de la compagnie Budd de Troy, au Michigan, filiale d'une société ouest-allemande et concurrente de Bombardier pour l'obtention du contrat, qui affirmait que le financement offert par le gouvernement canadien à la Commission new-yorkaise avait illégalement favorisé Bombardier. Le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, rendait, le 13 juillet, sa décision de ne pas fournir à la compagnie Budd l'aide financière qu'elle demandait puisque le financement du gouvernement canadien n'avait pas constitué le facteur déterminant pour l'obtention du contrat. M. Regan soulignait que la qualité, les prix, les délais de livraison et les emplois créés aux États-Unis offerts par Bombardier avaient motivé le choix de la Commission new-yorkaise. Il déclarait toutefois que le financement du gouvernement canadien, en offrant un taux d'intérêt de 9.7% plutôt que du 11.25% sur lequel s'entendent les pays de l'OCDE, constitue une entorse aux ententes internationales sur les crédits à l'exportation³⁵. Le ministre d'État au Commerce international, M. Ed Lumley, s'est dit très heureux de la décision du secrétaire américain au Trésor et a même déclaré par la suite, devant un auditoire new-yorkais, qu'Ottawa continuerait à soutenir les compagnies canadiennes comme Bombardier lorsque l'intervention de gouvernements concurrents menace de leur faire perdre des contrats³⁶. La seconde enquête était menée par le département du Commerce, qui n'avait pas rendu sa décision à la fin septembre. Elle cherchait elle aussi à déterminer si la subvention canadienne avait été accordée « illégalement » et dans l'affirmative, les États-Unis pourraient imposer des droits de compensation à l'importation des rames de métro³⁷. Enfin, le représentant commercial William Brock étudiait également la question cet été. Parce qu'elle faisait double emploi avec l'enquête du département du Commerce, l'étude du représentant commercial était mise de côté en

32. *The Globe and Mail*, 21 juillet 1982, p. B14.

33. John KING, *The Globe and Mail*, 22 septembre 1982, p. B15.

34. *The Globe and Mail*, 25 septembre 1982, p. 5.

35. Sylviane TRAMIER, *Le Devoir*, 14 juillet 1982, pp. 1 et 12.

36. *The Globe and Mail*, 26 juillet 1982, p. B12.

37. Peter COOK, *The Globe and Mail*, 14 juillet 1982, p. 2.

septembre, mais pourrait être reprise si le département du Commerce décidait de ne pas imposer de droits de compensation³⁸.

La justification de la politique canadienne concernant l'énergie et les investissements étrangers continuait au cours de l'été à être le sujet privilégié des discours prononcés aux États-Unis par les hommes politiques canadiens³⁹. Devant les attaques de son Agence d'examen de l'investissement étranger, le Canada s'est penché sur la politique américaine dans ce domaine. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Marc Lalonde, déclarait lors d'un séminaire se tenant en marge de l'assemblée générale du FMI que le dossier canadien d'acceptation des investissements étrangers se comparait favorablement au dossier des États-Unis, qui ont cru de leur intérêt national de poser des restrictions dans des domaines tels que la navigation, la construction de bateaux, la pêche, le transport aérien, les communications, les finances, l'énergie nucléaire, les mines, etc..⁴⁰ À la même occasion, l'Agence d'examen de l'investissement étranger présentait un rapport sur les barrières à l'investissement étranger aux États-Unis. Le rapport affirme entre autres choses que l'investisseur étranger voulant s'établir aux États-Unis ou y acquérir une affaire doit être prêt à faire face à une pléthore de lois, de règlements, d'agences, de commissions et d'ordonnances, à la fois au niveau fédéral et au niveau de l'État. Selon FIRA, les Américains, comme les Canadiens, les Japonais et les Britanniques, ne font bon accueil aux investissements étrangers que dans la mesure où ils considèrent que ceux-ci servent leur intérêt national⁴¹.

Enfin, le Canada et les États-Unis, après s'être livrés à leur exercice annuel de réconciliation de leurs statistiques commerciales, se sont entendus sur l'existence d'un surplus canadien de \$2.8 milliards dans le commerce des marchandises entre les deux pays pour l'année 1981. Avant que ce soit fait, les données canadiennes rapportaient un surplus de \$1.2 milliard alors que les États-Unis rapportaient un surplus canadien de \$6.9 milliards.

3 - LES EXPORTATIONS D'ÉLECTRICITÉ

Le 9 août, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Marc Lalonde, faisait un discours axé sur les exportations d'électricité devant les membres de la *National Governors Association*, à Afton en Oklahoma. M. Lalonde déclarait que le Canada était prêt à accroître ses exportations d'électricité aux États-Unis si ceux-ci acceptent de garantir les achats à long terme. Le ministre canadien affirmait qu'

Il est maintenant possible, et c'est une option que je suis disposé à appuyer et à encourager, de franchir une nouvelle étape dans les échanges d'électricité entre le Canada et les États-Unis, dans ce même esprit d'étroite collaboration, de respect mutuel et de recherche d'avantages réciproques (...)

Si ce sont les besoins intérieurs qui ont jusqu'à maintenant dicté la vitesse à laquelle la capacité de production électrique était augmentée, le Canada est aujourd'hui intéressé à accélérer la mise en valeur de son potentiel pour répondre aux besoins de ses clients américains. En retour pour son engagement au niveau des approvisionnements, le Canada demande à ses clients des garanties sur le plan des achats⁴².

Le ministre pensait ici à des contrats d'une durée de vingt-cinq ans, plutôt que des contrats de dix à quinze ans, comme c'est le cas actuellement. Il annonçait également la décision de

38. John KING, *The Globe and Mail*, 28 septembre 1982, p. B8.

39. Voir à ce sujet John KING, *The Globe and Mail*, 1^{er} octobre 1982, p. 3.

40. Virginia GALT, *The Globe and Mail*, 9 septembre 1982, p. B3.

41. *The Globe and Mail*, 9 septembre 1982, p. B3.

42. Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, *Communiqué no 82/127*, Notes pour une allocution du ministre Lalonde devant les membres de la *National Governors Association*, Afton, Oklahoma, le 9 août 1982.

l'Office national de l'énergie d'autoriser la Commission d'énergie électrique du Nouveau-Brunswick à exporter en Nouvelle-Angleterre de l'électricité produite par la centrale nucléaire de Pointe-Lepreau.

4 – LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE

La Commission mixte internationale présentait cet été deux rapports. Son rapport annuel sur la pollution de l'air dans la région Détroit-Windsor – Port Huron – Sarnia conclut que la qualité de l'air dans cette région ne s'est pas amélioré depuis ses précédents rapports. Ce rapport couvre en fait une période de deux ans, les années 1979 et 1980, en l'absence d'un rapport sur les activités de 1979 qu'il fut impossible à la Commission de préparer puisque, pendant la plus grande partie de l'année 1981, elle n'a pas eu le quorum, faute de nominations. La Commission note la baisse de l'intérêt porté au système de surveillance de la qualité de l'air, dans cette période de restrictions budgétaires et de rationalisation des activités gouvernementales et industrielles, et recommande aux deux gouvernements la restructuration du système actuel afin qu'il corresponde aux changements survenus depuis 1975⁴³.

La Commission remettait en août un « addendum » à son premier rapport biennal sur l'Accord sur la qualité de l'eau des Grands Lacs de 1978. Le rapport, qui passe en revue l'état de l'écosystème du bassin des Grands Lacs, conclut que beaucoup plus d'efforts devront être déployés pour atteindre les objectifs prévus en 1978 pour le contrôle des substances toxiques et dangereuses. Comme dans le cas précédent, la Commission recommande une réforme des arrangements institutionnels actuels⁴⁴.

D — Le Canada et l'Europe occidentale

De juillet à septembre, les échanges bilatéraux entre le Canada et l'Europe de l'Ouest ont été surtout marqués par des visites officielles de ministres français et ouest-allemand. Du côté multilatéral et commercial, le Canada décidait, après un an de contacts préliminaires, d'entreprendre des négociations officielles dans le but de s'associer au consortium européen Airbus Industrie.

1 – L'AIRBUS

Le 21 juillet, le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement régional, M. Herbert Gray, annonçait la décision du gouvernement canadien d'entreprendre des négociations officielles avec le consortium Airbus Industrie au sujet de la participation canadienne au programme de fabrication de l'avion Airbus-320. M. Gray affirmait avoir écrit aux gouvernements des pays membres du consortium, le Royaume-Uni, la RFA, la France et l'Espagne, pour leur faire part de la décision canadienne. Le consortium a déjà fabriqué les avions A-300 et A-310, avec lesquels il a conquis 43% du marché mondial des avions de ligne. La société de Havilland Aircraft of Canada Ltd, qui appartient au gouvernement canadien, a été chargée de signer avec Airbus Industrie un protocole d'entente « qui servira de point de départ à la définition des termes et conditions d'une éventuelle participation industrielle du Canada dans cette affaire ».⁴⁵ Le ministre Gray dirige, en consultation avec le

43. International Joint Commission, *Annual Report on Michigan-Ontario Air Pollution 1982*.

44. International Joint Commission, *Addendum to the First Biennial Report under the Great Lakes Water Quality Agreement of 1978*, August, 1982.

45. Ministère de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion économique régionale, *Communiqué no 28/82* (21 juillet 1982), p. 1.

ministre des Finances et le ministre des Affaires extérieures, les négociations qui commençaient le 23 juillet lors de la venue au Canada du président d'Airbus, M. Bernard Lathière. Les discussions qu'ont eues alors MM. Gray, Lathière et le président de de Havilland, M. John Sandford, visaient, a déclaré le ministre canadien,

à déterminer si la société qui a été désignée comme associé canadien et l'Airbus Industrie peuvent en venir à une entente qui garantira que les objectifs du Canada seront atteints⁴⁶.

La participation canadienne au programme A-320 est sujette au respect de trois conditions, définies en ces termes par M. Gray:

- En premier lieu, nous devons être assurés que le programme A-320 sera rentable dans son ensemble.
- Deuxièmement, du programme doivent découler d'importants avantages pour l'industrie canadienne, dont des emplois hautement spécialisés et une technologie de pointe. Cela permettra non seulement d'améliorer la compétence de l'associé canadien mais également celle de l'ensemble du secteur industriel du Canada.
- Enfin, la participation canadienne au programme doit comporter le recouvrement des frais engagés par le gouvernement⁴⁷.

De plus, le Canada entend négocier « la participation canadienne à la direction de l'Airbus et les formes et sortes de garanties d'aide qui seront fournies aux associés nationaux et industriels du consortium ». M. Gray a également eu quelques mots pour rassurer ses autres partenaires dans le domaine de l'aéronautique, notamment Boeing, avec lequel des discussions étaient en cours pour la construction d'un avion⁴⁸:

La participation du Canada au programme A320 de l'Airbus, a dit M. Gray, constitue une entreprise importante. Toutefois, il ne s'agit pas là du seul programme auquel l'industrie aérospatiale canadienne prend part avec l'aide du gouvernement fédéral, aussi, rien dans ces négociations ne doit être préjudiciable à ces autres projets⁴⁹.

Le premier ministre Trudeau abondait dans le même sens lorsqu'il déclarait en conférence de presse que le Canada ne veut pas couper ses liens de longue date avec Boeing. Pour la même raison que nous ne croyons pas qu'il serait bon pour le monde occidental que Boeing ait le monopole absolu, disait M. Trudeau, il ne serait pas nécessairement bon pour le Canada qu'Airbus ait le monopole du marché canadien⁵⁰.

2 – LA FRANCE

Le ministre français des Transports, M. Charles Fiterman, effectuait une visite officielle au Canada dans les premiers jours de juillet. M. Fiterman a eu des discussions avec son homologue canadien, M. Jean-Luc Pépin, sur les moyens de renforcer la coopération entre leurs ministères respectifs de même que sur les trains à grande vitesse. Avec le ministre d'État aux Relations extérieures, M. Pierre De Bané, le ministre français des Transports a discuté du dossier de l'Airbus et a noté que la France serait d'accord pour que le Canada retire des emplois de l'achat d'appareils Airbus. M. Fiterman avait déclaré que le but de son voyage était d'établir des contacts personnels et d'étudier les possibilités de coopération franco-canadienne dans les secteurs ferroviaire, aérien et maritime⁵¹.

46. *Idem.*, *Communiqué no 29/82* (23 juillet 1982), p. 1.

47. *Idem.*, *Déclaration de l'Honorable Herb Gray, Ministre de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion Economique Régionale, sur le début des négociations industrielles avec l'Airbus Industrie, Ottawa (Ontario), le 23 juillet 1982*, pp. 2-3.

48. Voir à ce sujet *The Globe and Mail*, 22 juillet 1982, p. B12, et David STEWARD-PATTERSON, *Ibid.*, 23 et 24 juillet 1982, pp. B2 et B3.

49. *Idem.*, p. 3.

50. David STEWARD-PATTERSON, *The Globe and Mail*, 24 juillet 1982, p. B3.

51. Gilles ST-JEAN, *Le Devoir*, 7 juillet 1982, p. 9 et *Le Devoir*, 3 juillet 1982, p. 3.

La visite de M. Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de l'Énergie, chevauchait celle de son collègue des Transports. Arrivé à Vancouver le 4 juillet, M. Hervé y rencontrait des représentants du gouvernement de la Colombie-Britannique avant de se rendre à Calgary où, avec des représentants de la société Pétro-Canada et du Projet pilote de l'Arctique, il discutait d'une participation éventuelle de la France à ce projet. Des discussions préliminaires sur le Projet pilote de l'Arctique ont également été au programme de la rencontre qu'a eue M. Hervé avec le ministre Marc Lalonde à Ottawa. Les deux hommes ont étudié en outre le dossier des exportations canadiennes de charbon à la France, qui pourraient bien atteindre un million de tonnes par année à la fin de la décennie, selon le ministre canadien. M. Hervé a ajouté que les deux pays étaient en négociation à ce sujet et que la France était intéressée d'abord et avant tout à des contrats à moyen et à long terme⁵².

Enfin, l'Association interparlementaire Canada-France tenait au Canada à la fin juillet sa quinzième rencontre annuelle. La délégation de parlementaires français devait rencontrer les présidents du Sénat et de la Chambre des Communes, M. Marchand et Mme Sauvé, le juge Julien Chouinard de la Cour Suprême, les ministres Pierre De Bané et Charles Lapointe de même que des hauts fonctionnaires⁵³. Au terme de la visite, la présidente de la délégation française, Madame Véronique Neiertz, déclarait que les relations entre les deux pays demeurent extrêmement limitées. Elle faisait remarquer que les économies canadienne et française sont concurrentes dans plusieurs secteurs. Restent néanmoins l'intérêt de la France pour la technologie de câblodistribution canadienne et celui du Canada de se joindre au consortium Airbus.⁵⁴

3 - LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Le ministre ouest-allemand de l'Économie, M. Otto Lambsdorff, venait au Canada au début du mois d'août. Il a rencontré les ministres canadiens de l'Industrie et du Commerce, du Commerce extérieur, de l'Énergie, des Mines, des Finances, des Affaires extérieures et le premier ministre Trudeau. Au cours de son séjour, M. Lambsdorff s'est plaint de l'Agence canadienne d'examen de l'investissement étranger et du Programme énergétique national, qui, croit-il, découragent les investissements allemands au Canada. S'agissant de FIRA, le ministre ouest-allemand déclarait qu'il était nécessaire d'informer davantage les entreprises, et d'accélérer le processus d'examen. Quant au PEN, parce qu'il restreint le droit à l'approvisionnement des ressources exploitées aux surplus canadiens futurs, il dissuade le gouvernement ouest-allemand d'assister les sociétés à investir dans ce secteur.

À l'occasion du passage de M. Lambsdorff, le ministre d'État au Commerce international, M. Ed Lumley, a annoncé l'ouverture d'un nouveau consulat canadien en RFA, à Munich, ouverture prévue pour le mois d'octobre. M. Lumley a fait remarquer que la RFA est la troisième source de capitaux étrangers au Canada. Elle vient également au quatrième rang pour les exportations canadiennes, qui dépassent \$1.2 milliard vers le marché ouest-allemand⁵⁵.

52. Denis LESSARD, *Le Devoir*, 8 juillet 1982, p. 5; Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, *Communiqué no 82/101* (29 juin 1982).

53. *Le Devoir*, 16 juillet 1982, p. 3.

54. *Ibid.*, 21 juillet 1982, p. 2.

55. *Le Devoir*, 6 août 1982, p. 3.

E — Le Canada, l'Amérique latine et les Caraïbes

Des délégués commerciaux du Canada en Amérique latine participaient, en septembre, au Congrès interaméricain sur l'entreprise privée qui se tenait à Montréal. Ils ont recommandé aux hommes d'affaires, malgré la situation économique difficile que traversent plusieurs pays de la région, d'y poursuivre leurs efforts en prévision d'un rétablissement futur. Les exportations canadiennes vers l'Amérique latine se sont chiffrées à \$4 milliards pour l'année 1981, une baisse étant toutefois prévue pour l'année en cours⁵⁶. Par ailleurs, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, exprimait au début septembre sa conviction personnelle à l'effet que le Canada devrait se joindre à l'Organisation des États américains (OEA). Selon M. MacGuigan, il est temps pour le Canada de reconsidérer son refus de joindre l'OEA bien qu'une décision sur ce point doive attendre les conclusions des travaux du sous-comité des Communes chargé d'étudier les relations avec l'Amérique latine et les Antilles⁵⁷. Ce sous-comité remettait lui-même en juillet un rapport sur les Antilles et l'Amérique centrale, dont nous parlerons plus bas. Nous nous tournerons en premier lieu du côté du Brésil, et de la venue au Canada de son président.

1 — LE BRÉSIL

Le président du Brésil, M. Joao Figueiredo, accompagné de membres de son cabinet et d'hommes d'affaires brésiliens, effectuait à partir du 19 juillet une visite officielle au Canada. Le Brésil est le plus important partenaire commercial du Canada en Amérique latine. En 1981, les exportations canadiennes vers le Brésil se chiffraient à \$678.1 millions — une baisse de 24.4% par rapport à l'année précédente cependant — et le Canada jouit d'un excédent commercial de \$247.3 millions avec cette région⁵⁸.

La visite du président Figueiredo a donné lieu à la conclusion d'ententes sur le blé et le financement des exportations. L'entente sur les exportations canadiennes de blé, qui remplace une vieille de trois ans se terminant cette année, prévoit la vente de 3 à 4.5 millions de tonnes de blé au Brésil entre 1983 et 1985. Les autres ententes prévoient le financement, par la Société pour l'expansion des exportations, de ventes de satellites, de locomotives, d'équipements de forage, de biens et services d'exploitation minière, de production d'engrais, de matériel de transmission et de distribution d'énergie électrique. La situation internationale a également fait partie des échanges que le président brésilien a eus avec le Premier ministre canadien. Dans le communiqué conjoint émis au terme du séjour de M. Figueiredo, les deux pays pressaient Israël de se retirer du Liban et souhaitaient que cesse toute ingérence étrangère en Amérique centrale⁵⁹.

La stratégie canadienne de pénétration du marché brésilien, élaborée récemment par le ministère des Affaires extérieures, suggère la concentration des efforts canadiens dans un certain nombre de secteurs touchés par les objectifs de développement du Brésil. Il s'agit de l'aérospatial, des télécommunications, de l'exploration des hydrocarbures au large des côtes, des produits chimiques et pharmaceutiques, des produits agricoles et alimentaires et des minéraux. Cette stratégie prévoit l'établissement de relations politiques étroites avec le Brésil, de façon à faciliter les échanges commerciaux⁶⁰.

56. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 16 septembre 1982, p. 11.

57. John GRAY, *The Globe and Mail*, 10 septembre 1982, p. 1.

58. *The Globe and Mail*, 26 juillet 1982, p. B7.

59. *Le Devoir*, 21 juillet 1982, p. 2.

60. Claude PAPINEAU, *Le Devoir*, 19 juillet 1982, p. 5.

2 — LE RAPPORT SUR LES ANTILLES ET L'AMÉRIQUE CENTRALE

Le 29 juillet, le sous-comité chargé d'étudier les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles du Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale déposait à la Chambre des Communes un rapport sur les Antilles et l'Amérique centrale. Le sous-comité estime d'abord « que les Antilles et l'Amérique centrale devraient constituer des régions de concentration dans le cadre de la politique étrangère globale du Canada ». Il présente au gouvernement canadien vingt-cinq recommandations qui lui permettraient de faire de la défense des droits de la personne, de l'aide au développement économique et de la promotion d'un dialogue soutenu pour réduire les tensions les éléments-clé de la politique canadienne dans cette région⁶¹.

3 — L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Deux ententes dans le domaine de l'énergie étaient signées en juillet entre le Canada et la Jamaïque. Le 21 juillet, la société Pétro-Canada pour l'assistance internationale (PCAI) signait avec la *Petroleum Corporation of Jamaica* une entente portant sur l'exploration du pétrole et du gaz dans ce pays. Des compagnies canadiennes fourniront à la Jamaïque de l'outillage et de la technologie pour des travaux de forage sur terre et feront des relevés géologiques afin d'évaluer les ressources souterraines et sous-marines en pétrole et en gaz. La participation canadienne comprendra également un programme de formation du personnel technique jamaïcain⁶². D'autres part, l'ACDI versait une subvention de \$244,900 pour financer la construction d'un chauffe-eau à l'énergie solaire à Kingston⁶³.

Le Canada annonçait en août le versement d'une subvention de \$6.4 millions pour un projet de plus de trois ans dont l'objectif est d'aider l'industrie du meuble en Colombie. Ce pays contribue pour sa part à un montant de \$4,7 millions au projet⁶⁴.

4 — L'AIDE HUMANITAIRE

Dans le cadre du programme d'assistance humanitaire internationale de l'ACDI, le Canada versait au cours de l'été à l'Organisation panaméricaine de la santé des sommes de \$40,000 et de \$50,000 pour contribuer aux secours apportés aux victimes des inondations de mai au Honduras et d'un tremblement de terre au Salvador⁶⁵. \$25,000 allait à la Ligne des Sociétés de la Croix-rouge pour les victimes d'inondations au Paraguay et \$80,000 au Conseil canadien des Églises pour les victimes d'inondations au Nicaragua⁶⁶.

F — Le Canada et le Moyen-Orient

Des ministres saoudien et israélien se sont rendus au Canada au cours de l'été. La crise libanaise suscitait par ailleurs de nombreuses déclarations canadiennes sur le problème du Moyen-Orient.

61. Chambre des Communes, *Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale concernant les relations du Canada avec les pays de l'Amérique latine et les Antilles y compris le Onzième rapport à la Chambre (Les Antilles et l'Amérique centrale)*, Fascicule no 77, juillet 1982.

62. *Le Devoir*, 23 juillet 1982, p. 13.

63. ACDI, *Communiqué no 82-31* (27 juillet 1982).

64. *Idem.*, *Communiqué no 82-32* (6 août 1982).

65. ACDI, *Communiqué no 82-28* (2 juillet 1982), p. 1 et *Communiqué no 82-34* (20 août 1982).

66. *Idem.*, *Communiqué no 82-28* (2 juillet 1982) et *Communiqué no 82-36* (31 août 1982).

1 – L'ARABIE SAOUDITE

Invité par le ministre d'État au Commerce international, M. Ed Lumley, le ministre du Commerce d'Arabie saoudite, M. Sulaiman Al Solaim, séjournait au Canada du 15 au 21 août. Les deux hommes se sont penchés sur les échanges commerciaux et la coopération économique et technique entre les deux pays. Le ministre Solaim a souhaité un resserrement des liens dans le domaine pétrochimique, où son pays pourrait profiter des compétences canadiennes. MM. Solaim et Lumley ont discuté également de la vente de blé canadien, du règlement des différends commerciaux et de la participation éventuelle de l'Arabie saoudite à l'exposition internationale sur les transports de Vancouver en 1986. Désireux de participer au développement socio-économique à long terme de ce pays, le Canada, selon M. Lumley, cherche à développer l'assistance technique dans le domaine de l'enseignement professionnel, de la télédétection et de la production de blé et de bœuf.

Le ministre canadien a souligné que depuis sa dernière visite à Riyadh en avril 1981, les exportations canadiennes vers l'Arabie saoudite avaient augmenté de 46%, portant ce pays au 6^e rang des importateurs de biens manufacturés du Canada. Une nouvelle mission économique canadienne devrait se rendre à Riyadh l'an prochain⁶⁷.

2 – ISRAËL

À la mi-septembre, le vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture d'Israël, M. Simha Erlich, accompagné de dirigeants de l'industrie agricole israélienne, effectuait une visite au Canada. M. Erlich et M. Eugene Whelan, ministre canadien de l'Agriculture, ont signé une entente de principe sur la création d'un fonds commun pour la recherche agricole. Toujours dans le domaine de l'agriculture, les deux ministres ont discuté d'échanges commerciaux, de promotion du tourisme agricole et du développement des marchés. La troisième réunion du Comité canado-israélien de l'agriculture, mis sur pied en 1979, eu lieu pendant la visite de M. Erlich⁶⁸.

3 – LA CRISE LIBANAISE

Le 27 juillet, un diplomate canadien, M. Paul Robinson, rencontrait un représentant de l'OLP à l'ambassade canadienne à Beyrouth afin de déterminer si une déclaration signée plus tôt par Yasser Arafat représentait un véritable changement de la politique de l'OLP envers Israël. La déclaration Arafat disait accepter les résolutions des Nations Unies sur la question palestinienne. Rapportant la démarche canadienne à la Chambre des Communes, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures affirmait:

J'ai le regret de dire qu'ils (l'OLP) n'ont pas été capables de confirmer que la déclaration Arafat représentait quelque changement dans la politique de l'OLP de non-reconnaissance d'Israël. C'est une déception pour nous parce que nous avions espéré que cette déclaration pourrait ouvrir la voie à une nouvelle série de développements au Moyen-Orient⁶⁹.

Le Canada s'est élevé à plusieurs reprises cet été contre l'invasion israélienne du Liban. Après avoir demandé à l'ambassadeur canadien à Beyrouth-Ouest de quitter les lieux pour la sécurité du personnel, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures dénonçait en ces termes les bombardements israéliens du début d'août à Beyrouth-Ouest:

Les nouveaux bombardements, aujourd'hui, constituent un développement extraordinairement défavorable pour la paix.

Nous protestons de la manière la plus vigoureuse contre la reprise des hostilités et nous espérons qu'elles cessent sur-le-champ.⁷⁰

67. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 10, no 36 (29 septembre 1982), p. 3.

68. *Idem.*, vol. 10, no 38 (13 octobre 1982), p. 3.

69. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 29 juillet 1982, p. 2.

70. Claude PAPINEAU, *Le Devoir*, 5 août 1982, pp. 1 et 14.

M. MacGuigan annonçait en même temps que le Canada avait envoyé une note de protestation à Tel Aviv à ce sujet. Malgré cela, le Canada n'envisageait pas de prendre des sanctions contre Israël. Il croyait que pour être efficaces, les sanctions devraient faire partie d'une action collective internationale. Le premier ministre Trudeau regrettait à son tour un mois plus tard la présence « injustifiée » des groupes israéliennes à Beyrouth-Ouest. M. Trudeau se disait prêt à rencontrer le chef de l'OLP lorsque cette organisation se serait elle-même déclarée prête à reconnaître l'État d'Israël⁷¹.

En septembre, le secrétaire d'État canadien saluait les propositions de paix du président Reagan et du sommet arabe de Fez, « signes d'espoir » d'un règlement du conflit au Moyen-Orient. M. MacGuigan acceptait « avec enthousiasme » le plan de paix du président américain, et déclarait d'autre part que le Canada revisait sa politique à l'endroit du Moyen-Orient, dans le sens d'une reconnaissance plus claire des droits du peuple palestinien⁷².

Une telle évolution était reflétée dans un discours prononcé à la fin septembre par le ministre d'État aux Relations extérieures, M. Pierre De Bané, devant le XIV^{ème} Congrès du Centre québécois de relations internationales. Ce discours a été l'occasion de faire le point sur la position canadienne face au conflit du Moyen-Orient à la suite des événements des derniers mois et particulièrement sur les nouvelles propositions de paix et les droits d'Israël et des Palestiniens.

Le Canada, a déclaré M. De Bané, souscrit aux grandes lignes du plan Reagan et notamment aux points suivants:

l'insistance sur la sécurité d'Israël et sur l'autonomie pleine et entière pour les Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza dans le cadre des accords de Camp David;
la participation de la Jordanie et des Palestiniens avec pourparlers sur l'autonomie. Nous avons noté avec un intérêt particulier le désir du roi Hussein de Jordanie d'élaborer avec les Palestiniens un énoncé de position sur l'avenir de la région;
l'opposition aux annexions territoriales israéliennes⁷³.

Le ministre ajoutait toutefois qu'à la différence des États-Unis, le Canada n'écarterait pas la « possibilité d'un État palestinien ». Si le Canada juge positive l'allusion aux garanties de paix du Conseil de Sécurité contenue dans la proposition adoptée par le sommet arabe de Fez, il note cependant que les « idées sorties de Fez (...) ne font guère de place à un mécanisme de négociation que nous considérons important »⁷⁴.

S'il cherche à comprendre et à respecter les intérêts et les préoccupations des deux camps, le Canada, affirmait le ministre De Bané, n'est pas neutre pour autant, ayant des positions bien arrêtées sur plusieurs questions. D'abord, il « appuie fermement l'existence, la légitimité, la sécurité et le bien-être d'Israël en tant qu'État indépendant au Moyen-Orient », et estime que les Arabes devraient s'asseoir à la table de négociations avec Israël, sans quoi il ne pourra y avoir de règlement à long terme. Ceci n'exclut pas cependant l'existence de « divergences fondamentales » entre le Canada et Israël, au sujet des territoires occupés par exemple, ou de l'invasion du Liban. Au sujet des droits des Palestiniens, la position canadienne a été définie ainsi par M. De Bané:

71. *Idem.*, 18 septembre 1982, p. 2.

72. *Idem.*, 10 septembre 1982, p. 2.

73. Ministère des Affaires extérieures, *Discours*, Déclaration de l'Honorable Pierre De Bané, ministre d'État (Relations extérieures), lors du 14^{ème} Congrès du Centre québécois de relations internationales, Québec, le 30 septembre 1982, p.2.

74. *Idem.*, p. 3.

Sur le plan politique, nous avons appuyé les droits et aspirations légitimes des Palestiniens. Nous appuyons leur droit de participer activement aux négociations sur leur avenir, tout comme la nécessité pour les Palestiniens d'une libre expression politique à l'intérieur d'un cadre territorial. Nous appuyons leur droit à une partie à l'intérieur d'un territoire clairement défini, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Nous n'avons jamais fait nôtre l'opinion voulant que les Palestiniens aient déjà une partie, à savoir la Jordanie⁷⁵.

En somme, le Canada estime d'une part que les forces israéliennes et les autres forces étrangères devraient se retirer du Liban, « de façon inconditionnelle et sans délai », et d'autre part que les gouvernements arabes et les chefs palestiniens « devraient comprendre le fondement des craintes d'Israël quant à sa sécurité à long terme, malgré sa supériorité militaire actuelle »⁷⁶.

Du côté de l'aide humanitaire, le Canada versait cet été trois subventions en faveur de la population civile du Liban. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient recevait ainsi \$950,000, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance \$450,000 et le Conseil oecuménique des Églises \$150,000. Ceci porte à \$2,550,000 le montant de l'aide accordée par le Canada au Liban depuis le début de la crise en juin⁷⁷.

G — Le Canada et l'Afrique (sud du Sahara)

Alors que le Canada poursuivait son travail au sein du Groupe de contact sur la Namibie cet été, les échanges avec cette région ont également compté la mise sur pied de projets de coopération avec la Guinée et la Tanzanie.

1 — LA GUINÉE

À la fin de juillet, le ministre de la Coopération internationale de la République populaire révolutionnaire de Guinée, M. Marcel Cros, effectuait une visite au Canada. Sa venue a donné lieu à la signature de deux ententes de coopération, qui s'inscrivent dans le cadre de l'Accord général de coopération signé le 8 juin entre le Canada et la Guinée. Les projets portent sur l'assistance technique canadienne au développement des petites et moyennes entreprises en Guinée et sur la fourniture d'équipements et de moyens de communication au personnel de santé des régions rurales⁷⁸.

2 — LA NAMIBIE

Le 6 juillet, les représentants du Groupe de contact occidental, les pays de la Ligne de front, la SWAPO et le Nigéria reprenaient à New York leurs discussions sur l'indépendance de la Namibie. Ils devaient discuter de textes mis au point lors de rencontres précédentes entre les États-Unis et l'Afrique du Sud⁷⁹. À l'étape actuelle des négociations, le Canada serait en désaccord avec les États-Unis, qui veulent lier le retrait des troupes cubaines d'Angola à l'accession de la Namibie à l'indépendance. Selon un fonctionnaire fédéral, le Canada trouverait très difficile de justifier un échec éventuel du plan de règlement du Groupe de contact occidental qui serait provoqué par la volonté américaine de lier les deux questions⁸⁰.

75. *Idem.*, p. 5.

76. *Idem.*, p. 6.

77. ACDI, *Communiqué no 82-30* (23 juillet 1982), et *Communiqué no 82-35* (23 août 1982).

78. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 10, no 32 (1^{er} septembre 1982), p. 3.

79. *Le Devoir*, 6 juillet 1982, p. 4.

80. Lawrence MARTIN, *The Globe and Mail*, 17 septembre 1982, p. 8.

3 — LA TANZANIE

On rapportait au mois d'août la signature d'une entente de coopération entre la société Pétro-Canada et la *Tanzanian Petroleum Development Corporation*. Le Canada exporterait, suivant ce contrat, des biens et de l'équipement d'une valeur de \$27 millions vers ce pays⁸¹. L'ACDI versait pour sa part une subvention de \$51.4 millions pour la restauration du chemin de fer tanzanien. La participation canadienne à ce projet, annoncée à la fin septembre par le ministre tanzanien des Transports, comprendra l'envoi de spécialistes et la fourniture de machinerie⁸².

Enfin, les inondations de mai dernier dans ce pays ont amené le Canada à verser \$10,000 à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge pour venir en aide aux victimes, par l'achat et l'envoi de matériel médical et de premiers secours⁸³.

H — Le Canada et l'Asie

Le 29 août, le Premier ministre canadien annulait la tournée qu'il devait effectuer en Asie au mois de septembre, les problèmes économiques du pays nécessitant toute son attention. M. Trudeau devait se rendre en Indonésie, au Japon, aux Philippines, en Thaïlande, en Malaisie et à Singapour⁸⁴. Des membres de son gouvernement se sont néanmoins rendus en Asie cet été, en Chine et en Inde, alors que le président sud-coréen et un ministre indonésien venaient au Canada. Les échanges commerciaux, l'énergie, la santé et l'aide au développement ont été abordés au cours de ces voyages. D'autre part, le Canada et le Japon parvenaient à s'entendre sur la question difficile des limites à l'entrée de voitures japonaises au Canada.

1 — LA CHINE

La ministre canadienne de la Santé et du Bien-être social, Mme Monique Bégin, effectuait un séjour de plus de deux semaines en Chine en septembre. Mme Bégin s'y rendait pour explorer les possibilités de coopération sino-canadienne dans le domaine médical et négocier les premiers échanges. La recherche médicale de base, l'acupuncture, la formation des médecins itinérants et les plantes médicinales pour le traitement du cancer ont été identifiés comme des secteurs qui pourraient faire l'objet d'échanges et de recherche conjointe entre le Canada et la Chine. À Beijing, la ministre canadienne a annoncé une contribution de l'ACDI d'une somme de \$589,267 qui servira au financement d'un projet quinquennal de l'Université de Toronto et du Collège médical de Sichuan. Les deux institutions travailleront de concert à l'amélioration de la qualité de la formation sanitaire⁸⁵.

La Commission canadienne du Blé annonçait au début de juillet la vente de 500,000 tonnes métriques de blé à la Chine. Le blé sera envoyé sur une période de cinq mois, à partir du 1^{er} août 1982. La vente s'inscrit dans le cadre du contrat de trois ans signé en mai dernier⁸⁶.

81. André BOUTHILLIER, *Le Devoir*, 12 août 1982, p. 7.

82. *Le Devoir*, 27 septembre 1982, p. 3.

83. ACDI, *Communiqué no 82-28* (2 juillet 1982), p. 2.

84. *Le Devoir*, 30 août 1982, p. 3.

85. *Ibid*, 22 septembre 1982, p. 5 et ACDI, *Communiqué no 82-37* (3 septembre 1982).

86. *The Globe and Mail*, 8 juillet 1982, p. B9.

2 – LA CORÉE DU SUD

Accompagné d'une délégation de ministres et d'hommes d'affaires, le président sud-coréen, M. Chun Doo-Hwan, passait quatre jours au Canada à la fin août. Les questions économiques et commerciales étaient au centre des préoccupations des deux pays au cours de cette visite. Le président a rencontré le Premier ministre canadien, avec qui il s'est entretenu de la possibilité pour les deux pays d'entreprendre des projets conjoints dans les pays en voie de développement et de la sécurité en Asie du Sud-Est. À ce propos, M. Chun Doo-Hwan a demandé au Canada de lui réitérer son appui en regard de la menace que représente pour la Corée du Sud la République populaire de la Corée du Nord.

Les représentants économiques ont par ailleurs discuté de la vente d'un second réacteur nucléaire CANDU à la Corée, que ce pays ne s'est cependant pas engagé à acheter. La question de la vente de blé canadien à la Corée du Sud et celle des quotas canadiens sur les importations de textiles, de vêtements et de chaussures, devaient également être abordées⁸⁷.

3 – L'INDE

À la mi-septembre, M. Jean-Luc Pépin, ministre des Transports, dirigeait une délégation commerciale canadienne qui effectuait un voyage de 11 jours en Inde. Le but de la mission était de faciliter la vente de matériel et de systèmes de transport à l'Inde. À New Delhi, le ministre Pépin annonçait lors d'une réunion avec la Fédération des Chambres de commerce et d'industrie indiennes que le Canada porterait de 16 à 60 millions de dollars (US) le montant de son aide à l'Inde. Il a également souligné que son pays était disposé à mettre à la disposition de l'Inde la technologie canadienne dans les domaines des études d'aménagement géographique, des communications à grande distance, de l'agro-alimentaire et de la recherche pétrolière, et à lui vendre des appareils de forage⁸⁸.

Plus tôt cet été, les deux pays avaient signé un accord aérien prévoyant deux vols hebdomadaires à partir de l'automne de Bombay à Montréal par Air India, de même que des vols d'Air Canada à destination de Bombay, en 1984⁸⁹.

4 – L'INDONÉSIE

Le ministre de l'Énergie et des Mines de l'Indonésie, M. Subroto, était en visite officielle au Canada du 12 au 16 juillet. Outre son homologue canadien, M. Marc Lalonde, M. Subroto devait rencontrer le ministre d'État au Commerce international, M. Ed. Lumley, et la ministre d'État aux Mines, Mme Judy Erola. Avec eux, il devait discuter du commerce mondial de l'énergie, de la coopération dans le domaine des ressources énergétiques – surtout le charbon et le nucléaire — et de la participation canadienne à certains grands projets d'infrastructure en Indonésie. MM. MacGuigan et Subroto ont signé au début de cette visite un accord de coopération nucléaire à des fins pacifiques. M. Subroto a souligné toutefois que si son pays avait bel et bien pris la décision de se tourner vers l'énergie nucléaire, ce ne serait pas avant 1995, au plus tôt. Le ministre indonésien devait enfin se rendre dans quelques capitales provinciales pour y rencontrer les représentants du secteur énergétique⁹⁰.

87. Claude PAPINEAU, *Le Devoir*, 31 août 1982, p. 2 et James RUSK, *The Globe and Mail*, 31 août 1982, p. 8.

88. *Le Devoir*, 15 septembre 1982, p. 2 et *The Globe and Mail*, 13 septembre 1982, p. B11.

89. *The Globe and Mail*, 21 juillet 1982, p. 4.

90. Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, *Communiqué no 82/108* (8 juillet 1982), et *The Globe and Mail*, 13 juillet 1982, p. 5.

Quelques jours avant la visite de M. Subroto, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait une aide humanitaire aux victimes des éruptions volcaniques du Mont Galunggung, à Java. \$50,000 étaient versés à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et un montant égal au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophes pour leur venir en aide⁹¹.

5 – LE JAPON

À la mi-août, après de longues négociations, le Canada et le Japon concluaient une entente sur les restrictions volontaires d'exportations d'automobiles japonaises au Canada pour l'année 1982. L'entente a mis fin aux contrôles prolongés imposés par le Canada depuis la mi-mai à l'entrée des voitures japonaises dans le port de Vancouver. Pour faire pression sur les Japonais, le Canada procédait à des inspections douanières minutieuses des véhicules japonais, ce qui avait entraîné le blocage des voitures dans le port de Vancouver. Le 21 juillet, en signe de « bonne foi » pour encourager la poursuite des négociations, le ministre d'État au Commerce international faisait relâcher ces contrôles, qui furent levés à la suite de l'entente. Le Japon avait protesté contre cette tactique, affirmant qu'il ne négocierait pas de réduction de ses exportations tant que le Canada maintiendrait ses tracasseries douanières en violation des accords internationaux sur le commerce⁹².

L'entente entre le Canada et le Japon limite à 63,000 le nombre d'automobiles japonaises qui entreront au Canada au cours des six derniers mois de 1982, portant à 153,000 le nombre total pour l'année 1982. Ceci représente une baisse de 23,5% par rapport à l'année précédente mais, a souligné Ottawa, constitue toutefois 21.7% du marché canadien. L'accord ne comprend pas les camions, mais M. Lumley s'est dit confiant que le nombre de camions exportés au Canada par les Japonais ne dépasserait pas celui de l'année 1981.

Lorsqu'il a annoncé l'accord, le ministre d'État au Commerce international a mentionné que le gouvernement japonais avait également accepté d'entreprendre des négociations sur l'augmentation du contenu canadien des voitures japonaises exportées au Canada. Le Canada pense « pouvoir faire mieux », a dit M. Lumley, que les \$7 millions en pièces d'automobiles qu'il exporte au Japon, alors que ce pays en exporte vers le Canada pour \$1.5 milliard. Enfin, les deux pays se sont entendus pour que leurs représentants se rencontrent avant la fin de l'année pour tenter de fixer le plafond des exportations japonaises pour l'année 1983⁹³.

I — Chronologie*

début juillet:

Le gouvernement canadien impose de nouveau un quota à l'importation des chaussures de cuir au Canada, afin de protéger l'industrie canadienne de la chaussure. Ce quota qui avait été levé en novembre 1981, restera en vigueur jusqu'au 30 novembre 1984.

- Le premier ministre du Bélice, M. George Price, déclare au cours d'une conférence de presse donnée à Trinidad que la présence militaire britannique dans son pays constitue un facteur de stabilisation et qu'il aimerait que d'autres pays du Commonwealth, le Canada par exemple, s'engagent également à garantir la défense de son pays.

91. ACDI, *communiqué* no 82/29 (6 juillet 1982).

92. David STEWART-PATTERSON, *The Globe and Mail*, 5 juillet et 22 juillet 1982, pp. B7 et B9, et Ian MULGREW, *Ibid.*, 12 juillet 1982, p.1.

93. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 12 août 1982 p. 1.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

8 juillet:

Dans le cadre des négociations de Vienne sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, l'OTAN propose au Pacte de Varsovie un projet de traité aux termes duquel les deux alliances procéderaient à une réduction de leurs troupes, en quatre phases, jusqu'à un plafond commun de 900,000 hommes.

12 juillet:

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures affirme qu'une vente à crédit de blé à l'Union soviétique ne contredit pas les directives du sommet de Versailles conseillant aux pays occidentaux d'être extrêmement prudents dans l'ouverture de crédits à l'URSS. Le journal *The Globe and Mail* avait rapporté dans son édition du 10 juillet qu'un arrêté en conseil du 10 juin ouvrait une ligne de crédit de \$1 milliard aux Soviétiques pour l'achat de blé canadien. M. MacGuigan déclare que les Soviétiques devront payer au cours d'une période de six mois au taux d'intérêt courant, ce qui serait considéré comme une vente au comptant par l'OCDE.

26 juillet au 6 août:

La ministre de la Santé et du Bien-être social, Mme Monique Bégin, participe à Vienne à l'Assemblée mondiale sur le vieillissement organisé par les Nations Unies.

9 août:

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonce que l'ACDI a accordé des bourses d'études à 16 candidats pour l'année 1982-1983. Ces bourses servent à aider les Canadiens à parfaire leur formation professionnelle dans le domaine du développement international.

— Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonce les nominations diplomatiques suivantes: M. Théodore Arcand devient ambassadeur du Canada en Hongrie, M. Francis Filleul occupera désormais le poste d'ambassadeur au Costa Rica, accrédité également auprès du Salvador, du Nicaragua et de Panama, M. Joe Bissett, devient haut-commissaire à Trinidad et Tobago, M. Milton B. Blackwood, consul-général à Détroit, M. Jacques Gignac ambassadeur et chef de mission auprès des Communautés européennes à Bruxelles, M. Thomas C. Hammond chef de délégation et ambassadeur aux négociations MBFR à Vienne, M. Paul E. Laberge sera ambassadeur en Algérie, M. Franklin R. Petrie sera consul-général à Sydney, M. David C. Reece haut-commissaire à la Jamaïque, également accrédité auprès des Bahamas, de Belize, des îles Caymans et des îles Turks-Caicos, M. George W. Seymour devient haut-commissaire à Singapour et M. Jean Touchette ambassadeur en Grèce.

12 août:

Lors du passage à Ottawa d'une délégation thaïlandaise, le Canada et la Thaïlande paraphent un traité qui permettrait un échange des prisonniers canadiens détenus en Thaïlande et vice-versa. Le traité n'entrera en vigueur qu'après avoir été accepté par le parlement thaïlandais.

15 au 27 août:

Le Canada est l'hôte d'un atelier international sur l'exploration des minéraux, organisé par les Nations Unies.

23 août:

Le ministre responsable de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger, M. Herb Gray, annonce des mesures visant à clarifier l'interprétation de la loi et à simplifier la procédure décisionnelle suivie dans son application. Ces mesures faisaient suite à celles qu'avaient annoncées le ministre des Finances dans son budget du 28 juin dernier.

23 août:

On annonce les nominations diplomatiques suivantes: M. Paul Thériage devient ambassadeur du Canada en Équateur, M. Edward Lee ambassadeur en Afrique du Sud, M. Wilmer Collett consul général à Munich, M. William Clarke consul général à Sao Paulo, au Brésil et M. Martin Collacott haut-commissaire au Sri Lanka.

26 août:

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, annonce l'assouplissement du règlement d'immigration concernant la limite d'âge pour l'admission de dépendants.

30 août:

Le Canada garantit un prêt de \$150 millions (US) au Mexique. Il participe de la sorte, avec onze autres pays, à un prêt d'urgence à court terme au Mexique, d'un montant total de \$1.85 milliard (US).

fin août:

On apprend que la compagnie ouest-allemande Volkswagenwerk AG a remis indéfiniment son projet d'ouvrir une usine de pièces d'automobiles à Barrie, en Ontario.

début septembre:

Le Canada participe, jusqu'à la mi-novembre, aux exercices militaires annuels de l'OTAN.

— L'ambassadeur du Canada en Argentine, M. Lorne Sheldon Clarke, déclare à Buenos Aires que, malgré l'action militaire argentine aux Malouines, que le Canada considère comme une agression, les relations entre les deux pays sont bonnes, et que le Canada poursuivra sa coopération nucléaire avec l'Argentine.

début septembre:

La Société pour l'Expansion des exportations ouvre des lignes de crédit de \$5 millions à la Finlande et de \$7.5 millions à Israël.

2 septembre:

Le *Globe and Mail* rapporte que le gouvernement fédéral, à la suite d'une plainte déposée par l'Institut canadien du Vin concernant les subventions accordées par l'Italie et la CEE aux exportations de vin au Canada, étudie le dossier afin de déterminer s'il y a lieu d'imposer des droits de compensation.

3 septembre:

Le quotidien torontois *The Globe and Mail* rapporte que le ministre des Communications, M. Francis Fox, a demandé à l'Agence d'examen de l'investissement étranger d'entreprendre un examen complet de l'acquisition de Columbia Pictures Canada par la compagnie américaine Coca-Cola. Cette intervention allait soulever plusieurs critiques.

7 septembre:

Le nouvel ambassadeur de Turquie, M. Ozdemir Benler, présente ses lettres de créances au gouverneur général. L'événement est entouré de mesures de sécurité importantes à la suite de l'assassinat de l'attaché militaire turc à Ottawa, le 27 août.

9 septembre:

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonce la nomination de M. Edgar Benson au poste d'ambassadeur du Canada en Irlande.

14 septembre:

Le ministre des Finances, du Développement et du Plan du Pakistan, M. Ghulam Ishaq Khan, participe à la deuxième réunion du conseil canado-pakistanaï sur le commerce et l'économie qui se tient à Ottawa.

mi-septembre

Les pays de l'OTAN, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil de l'Atlantique Nord, décident de maintenir les sanctions imposées en janvier dernier contre la Pologne, les trois conditions qu'ils avaient alors décrétées pour la levée des sanctions n'ayant toujours pas été remplies.

- L'Algérie accorde deux contrats à la compagnie montréalaise Sofati pour la construction de centres d'entretien de véhicules. Le financement est assuré en grande partie par la Société pour l'expansion des exportations.

Des représentants de Gaz de France et de deux compagnies ouest-allemandes, Ruhrgas AG et Gelsenberg AG, se rendent au Canada pour discuter de l'achat de gaz naturel de l'Arctique avec le consortium du Projet pilote de l'Arctique. Les responsables de ce projet cherchent des débouchés du côté européen, alors que les marchés de l'est du Canada et des États-Unis seulement étaient prévus dans le projet initial.

28 septembre au 5 novembre:

Le Canada participe à la Conférence plénipotentiaire de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.). Les propositions qu'il y fait, ont pour but d'améliorer l'efficacité de cet organisme, en tenant compte de l'évolution rapide des télécommunications.

28 septembre:

Le gouvernement fédéral annonce que la Société nationale des chemins de fer tunisiens a octroyé un contrat de \$26 millions à la compagnie Bombardier pour la fabrication de locomotives. Les ministres Pierre De Bané et Serge Joyal affirment que la Tunisie a donné la préférence à Bombardier, malgré des soumissions concurrentes plus basses, en reconnaissance de l'aide accordée par le Canada à ce pays au cours des vingt dernières années et à la suite de leurs récents voyages en Tunisie.

29 septembre:

Le gouvernement canadien donne son appui officiel à la proposition des États-Unis invitant des Canadiens à un voyage à bord de la navette spatiale.

fin septembre:

Le Canada et la Grande-Bretagne signent une entente de coopération dans le domaine aérospatial.

II — Les Relations extérieures du Québec

(juillet à septembre 1982)

A — Aperçu général

Cet été encore, la volonté de stimuler le commerce extérieur a constitué la préoccupation dominante du Québec dans ses relations avec l'extérieur. Si les États-Unis, puis la France, restent sous ce rapport les cibles privilégiées, le Québec a également invité l'Amérique latine à venir chercher chez lui les biens et services nécessaires à son développe-